

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 13 décembre 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet de loi "relatif à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1er juillet 1964 (I)", a donné le 12 février 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 december 1996 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964 (I)", heeft op 12 februari 1997 het volgend advies gegeven :

Objet du projet.

Le ministre de la Justice soumet à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat deux projets de lois tendant, principalement, à la réforme du régime de la libération conditionnelle des personnes condamnées à une ou plusieurs peines privatives de liberté.

L'innovation centrale des textes en projet consiste en la création de commissions de libération conditionnelle, lesquelles seront appelées, en qualité de juridictions administratives, à exercer les missions qui, dans la procédure actuelle, sont dévolues au pouvoir exécutif.

Ces commissions se voient confier la responsabilité d'accorder ou de refuser la libération conditionnelle d'un détenu, sur le vu de l'avis de la conférence du personnel, de la proposition du directeur de la prison et des avis du parquet et du ministre de la Justice et, le cas échéant, d'un service spécialisé dans la guidance des délinquants sexuels. Les commissions sont également compétentes pour soumettre la libération à des conditions particulières, pour en contrôler le respect, pour suspendre ou révoquer la libération intervenue ou, s'il échet, pour en réviser les conditions.

Observation préalable.

Compte tenu de l'observation formulée sous l'article 1er, les deux projets de loi, qui sont relatifs à l'organisation, aux attributions et au fonctionnement des

.../...

commissions de libération conditionnelle doivent, en raison de leur indivisibilité, être fusionnés.

Examen du projet.

Dispositif.

Article 1er.

En vertu de l'article 77, 3°, de la Constitution et du commentaire qu'en a donné la section de législation du Conseil d'Etat (1), les lois visées par les articles 145 et 146 de la Constitution doivent faire l'objet de la procédure bicamérale égalitaire. Le projet ayant notamment pour objet la création de juridictions administratives, il convient de le soumettre à ce type de procédure.

Il s'ensuit que les articles 5, 6, 7, 8, § 2, alinéa 1er, 8, § 3, 10, 12, 13, 14, 15, alinéa 2, et 17, § 2, alinéa 5, qui ont trait à ces matières relèvent de l'article 77, 3°, de la Constitution et doivent en conséquence faire l'objet d'une procédure législative bicamérale intégrale.

Il en va de même en ce qui concerne l'article 17, § 1er, de la loi en projet, lequel attribue une compétence

(1) Avis L. 24.111/A.G., donné le 11 septembre et le 10 octobre 1995, sur un projet de loi "modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Doc. Ch., 1995-1996, n° 364/1).

nouvelle à la Cour de cassation, et qui relève de l'article 77, 9°, de la Constitution.

Article 2.

La disposition doit être omise; lorsque les deux autorités apparaîtront, pour la première fois, dans le texte en projet, il suffira d'écrire : "le ministre de la Justice, ci-après dénommé "le ministre""; "la commission de libération conditionnelle, ci-après dénommée "la commission"".

L'article 5 du projet sera revu en conséquence.

Article 3.

L'article doit être inséré dans l'article 4 et en constituer l'alinéa premier.

Le projet utilise tantôt les termes "personnes condamnées" tantôt ceux de "condamné", tantôt ceux d'"intéressé", ou enfin, ceux de "libéré conditionnel". Il est suggéré d'utiliser, dans le projet, le mot "condamné".

Chapitre 1.

La numérotation des chapitres doit se faire au moyen de chiffres romains.

.../...

Il faut écrire : "Chapitre premier. - Des conditions".

Article 4.

1. Dans la phrase liminaire, on écrira :

"Pour qu'une libération conditionnelle puisse être accordée, ...".

2. Aux subdivisions 1^o et 3^o, les tirets doivent être remplacés par a), b) et c), etc ...

3. Au deuxième tiret, devenant le b), il faut écrire :

"b) soit (...) avoir subi les deux tiers de ces peines sans que la durée des peines déjà subies excède 14 ans et pour autant que ... (la suite comme au projet);".

4. Le 2^o prévoit que le condamné doit présenter un "programme de reclassement" démontrant sa volonté de réinsertion. La sécurité juridique commande que le contenu de ce programme soit précisé, à tout le moins dans l'exposé des motifs, par exemple dans le domaine de l'éducation ou dans celui de l'apprentissage d'un métier.

.../...

5. Le 3º serait mieux rédigé comme suit :

"3º Il ne peut y avoir de contre-indications impliquant un risque sérieux pour la société ou faisant raisonnablement obstacle aux conditions de réinsertion sociale du condamné;".

Chapitre 2.

Il faut écrire : Chapitre II. - De la procédure".

Article 5.

Paragraphe 1er.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Pour tenir compte de l'observation formulée sous l'article 2, l'alinéa 2 doit être rédigé comme suit :

"Une copie de cet avis est envoyée au ministre de la Justice, ci-après dénommé "le ministre" ainsi qu'à la commission de libération conditionnelle, ci-après dénommée, "la commission", compétente pour statuer sur la libération conditionnelle du condamné".

.../...

Paragraphe 2.

Lorsque la conférence du personnel décide que les conditions d'une libération conditionnelle ne sont pas remplies, elle doit, à tout le moins, notifier sa décision à la commission de libération conditionnelle et au ministre de la Justice.

D'autre part, il y a lieu de préciser dans la disposition en projet que la décision de la conférence du personnel n'est pas susceptible de recours.

Ainsi insérera-t-on un alinéa 2 rédigé comme suit :

"L'avis de la conférence du personnel doit être notifié à la fois à la commission et au ministre et n'est pas susceptible de recours".

Paragraphe 3.

1. De l'accord des délégués du ministre, l'exposé des motifs doit être corrigé pour le mettre en concordance avec le dispositif, lequel distingue l'avis de la conférence du personnel et la proposition du directeur de la prison.

Au premier tiret, devenant 1^o, il convient d'écrire :

"1^o le rapport circonstancié du directeur de l'établissement pénitentiaire donnant son avis sur l'existence des conditions de libération conditionnelle;".

.../...

2. Au deuxième tiret, devenant 2°, on observe que la proposition du directeur comprend un extrait du casier judiciaire et "l'exposé des faits" ayant conduit à la condamnation. Il convient de préciser cette dernière notion dans l'exposé des motifs et d'ajouter in fine du dispositif les mots "ayant conduit à la condamnation".

3. Le fonctionnaire délégué a déclaré, au sujet de l'audition de la personne condamnée, que celle-ci se déroule sans la présence de son avocat.

Le troisième tiret, devenant le 3°, prévoit un "mémoire du conseil du condamné". Le texte en projet reste en défaut de préciser le moment à partir duquel ce mémoire peut intervenir. Le rapprochement des deux observations ne permet pas de préciser le rôle de l'avocat dans la procédure préparatoire à la constitution du dossier.

Il appartient aux auteurs du projet de lever cette ambiguïté.

4. L'alinéa 3 doit être clarifié quant au rôle et au pouvoir de décision du directeur de l'établissement pénitentiaire.

Plus précisément, l'alinéa 3 soulève la question de savoir quelle est la décision à prendre par le directeur lorsque la conférence du personnel a, par trois fois, donné un avis défavorable à la libération conditionnelle : est-il, comme le dit le texte en projet, tenu d'établir une propo-

.../...

sition relative à la libération conditionnelle, ou, au contraire, ce qui semblerait plus raisonnable, tenu de transmettre à la commission de libération conditionnelle la demande du condamné, accompagnée le cas échéant d'un mémoire, ainsi que des avis de la conférence du personnel et du sien qui ne doit pas être nécessairement positif.

Il convient de clarifier le texte.

Article 6.

Paragraphe 1er.

Le paragraphe 1er précise que l'examen de la proposition "n'est pas public".

Selon un principe général de droit, la publicité est de règle pour les audiences des juridictions. Des possibilités de huis clos sont très largement utilisables. S'il y a lieu d'imposer le huis clos dans l'intérêt de la justice, il appartient à la juridiction de le prononcer.

Paragraphe 2.

De l'accord des délégués du ministre, il y a lieu de préciser que la période de consultation du dossier est calculée par rapport à la date fixée pour l'audience. La même remarque vaut pour l'article 14, § 2.

.../...

Paragraphe 3.

1. A l'alinéa 1er, les mots "le cas échéant" doivent être omis.

2. L'alinéa 2 appelle la double observation suivante :

- a) l'exigence, dans le chef de la victime, d'un intérêt n'est admissible que si celle-ci est préalablement entendue à ce sujet. La décision de recevabilité ne peut, en effet, pas être prise unilatéralement. D'autre part, le texte en projet ne prévoit pas l'audition des ayants droit en cas de décès de la victime;
- b) le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis;
- c) la notion d'autorité est imprécise; elle doit être omise; la seconde phrase doit être rédigée comme suit : "Elle peut, en outre, se faire assister par son conseil ou par une personne agréée par la commission".

3. Le texte doit prévoir l'obligation d'avertir la victime de la date de l'audience, la manière dont elle peut prendre connaissance du dossier préalablement à l'audience ainsi que le délai dont elle dispose pour le consulter.

.../...

Paragraphe 4.

1. A l'alinéa 1er de la version française, la préposition "de" (après le mot "débats") doit être omise.

Le texte néerlandais du même alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 3, les deux tirets seront remplacés par a) et b).

3. A l'alinéa 4, il faut écrire :

"La décision est dans tous les cas motivée et est prononcée en audience publique".

Paragraphe 5.

1. A l'alinéa 1er du texte français, il faut écrire : "... que l'intéressé ne peut commettre de nouveaux faits constitutifs d'infractions".

L'alinéa 1er du texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

L'observation faite au sujet de l'alinéa 1er du texte français vaut également pour l'article 10, 1^o.

.../...

2. Par souci de concordance avec le texte néerlandais, il faut écrire à l'alinéa 2 de la version française : "... à la réinsertion sociale du condamné, à la protection de la société et aux intérêts ...".

3. Le dernier alinéa indique que : "La libération n'est accordée que si le condamné accepte les conditions ...". Il doit être complété par la précision selon laquelle le dossier doit contenir une pièce permettant d'acter l'accord donné par le condamné aux conditions auxquelles la commission soumet sa libération.

Paragraphe 6.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 8.

L'expression "à sa demande" figurant à l'alinéa 2 est ambiguë; elle ne permet pas de connaître l'intention des auteurs du projet quant à la demande que doit adresser la victime : la communication des conditions par la commission peut-elle se faire à toutes les victimes ou a-t-elle lieu seulement lorsque la victime a demandé à être associée à la procédure, conformément à l'article 6, § 3, alinéa 2 ? La victime n'étant pas informée de l'octroi de la libération

.../...

conditionnelle, comment peut-elle demander la communication des conditions de la libération ?

Deux hypothèses doivent être distinguées :

- soit la victime a été associée dès le début à la procédure juridictionnelle et, dans ce cas, il est logique qu'elle ait connaissance de la décision de la commission;
- soit la victime n'a pas été associée à la procédure et, dans ce cas, il est difficilement concevable qu'elle puisse encore intervenir en phase finale de la procédure, sauf à organiser à ce niveau un contrôle juridictionnel et préalable de son intérêt.

Il y a lieu de revoir le texte en projet.

Article 7.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Chapitre 3.

Il faut écrire : "Chapitre III. - Du contrôle".

.../...

Article 8.Paragraphe 1er.

1. Dans le texte français de ce paragraphe, les termes "permis de libération" sont inadéquats. Ils gagneraient à être remplacés par les mots "certificat de libération".

2. La disposition examinée doit prévoir une habilitation au Roi Lui confiant la tâche de déterminer les modalités de la délivrance du certificat de libération.

3. La libération n'étant accordée que si le condamné accepte les conditions auxquelles elle est soumise (article 6, § 5, dernier alinéa), le début de la phrase doit être omis.

Le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Dès le moment où la décision est exécutoire, un certificat de libération ...".

3. Enfin, le paragraphe 1er doit être inséré dans le chapitre II. - De la procédure; les paragraphes 2 et 3, quant à eux, doivent faire l'objet de deux dispositions distinctes.

.../...

Paragraphe 2.

1. Cette disposition doit être revue dans la mesure où elle pourrait être comprise comme permettant à la commission de prévoir de nouvelles conditions de libération conditionnelle en dehors de la possibilité, prévue par le paragraphe 3, d'adapter ou de préciser les conditions qu'elle a imposées au condamné.

Le texte doit être réécrit de manière à prévoir que la commission assure le suivi de la décision qu'elle a prise.

Par ailleurs, le texte néerlandais de cette disposition doit être rédigé en tenant compte des observations faites à ce sujet dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 3 de la version française, on écrira :

"..., et ensuite chaque fois qu'il l'estime utile ou que la commission l'y invite ...".

Paragraphe 3.

Il y a une discordance entre le texte néerlandais, où il est question de "opschorten, nader omschrijven of aanpassen" et le texte français, où l'on parle de "préciser

.../...

ou adapter". En outre, dans le texte néerlandais, le terme "opschorten" est mal utilisé.

Chapitre 4.

Il faut écrire : "Chapitre IV. - De la libération définitive".

Article 9.

1. Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Art. 9. Lorsqu'aucune révocation ni suspension n'est intervenue durant le délai d'épreuve, le condamné est définitivement remis en liberté.

Le délai d'épreuve est égal à la durée de la peine privative de liberté que le condamné devait encore subir ...".

2. En outre, de l'accord des délégués, il convient, à l'alinéa 2, de poser en règle que le délai d'épreuve prend cours à la date à laquelle la libération conditionnelle a été déclarée exécutoire et non à celle de son adoption.

.../...

Titre III.

L'intitulé doit s'écrire :

"De la révocation, de la suspension et de la révision de la libération conditionnelle".

En conséquence, l'article 12 doit être introduit par un chapitre II, intitulé "De la suspension" et le chapitre 2 du projet devient le chapitre III intitulé "De la révision".

Chapitre 1.

Il faut écrire : "Chapitre premier. - De la révocation".

Article 10.

1. En ce qui concerne le 1^o, il convient de se référer au texte suggéré à propos de l'article 6, § 5, point 1.

2. On pourrait se demander s'il ne conviendrait pas de prévoir un système d'indemnisation dans l'hypothèse où il s'avère ultérieurement que les faits nouveaux à la suite desquels la libération conditionnelle a été révoquée, ne sont pas imputables à l'intéressé.

.../...

Article 11.

Au paragraphe 1er, on écrira :

"Art. En cas de révocation, le condamné est ... au moment où la libération conditionnelle est devenue exécutoire".

Chapitre 3.

Il faut écrire : "Chapitre III. - De la procédure".

Article 14.Paragraphe 1er.

1. Il faut écrire : "... concernant la révocation, la suspension ou la révision de la libération conditionnelle, elle convoque le condamné ...".

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle la victime ne peut intervenir dans la procédure de révocation, de suspension ou de révision alors que le projet prévoit qu'elle peut être associée à la procédure d'octroi de la libération conditionnelle.

3. L'alinéa 2 appelle la même observation que celle formulée sous l'article 6, § 1er.

.../...

Paragraphe 4.

1. A l'alinéa 1er, on écrira : "... sur la révocation, la suspension ou la révision ...".

2. A l'alinéa 2, il faut écrire :

"La décision est motivée et prononcée en audience publique".

Paragraphe 5.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Chapitre 4.

On écrira : "Chapitre IV. - De l'arrestation provisoire".

Article 15.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er, in fine, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

A l'alinéa 2, la sécurité juridique commande d'indiquer que la personne sera remise en liberté si la commission n'a pas statué dans le mois.

On écrira : "... la révocation, la suspension ou la révision".

Article 17.

Paragraphe 1er.

Selon les explications fournies par les délégués du ministre, le recours élaboré par cette disposition est uniquement ouvert à la personne condamnée ou au ministère public. Les victimes en sont exclues. L'identification des personnes ou des autorités qui peuvent se pourvoir doit être mentionnée dans le texte.

Qu'en est-il des décisions de suspension ? Si ces décisions ne peuvent faire l'objet d'un pourvoi, le texte doit également le préciser.

Paragraphe 2.

A l'alinéa 5, il faut prévoir, d'une part, que la commission de renvoi doit être autrement composée et, d'autre part, que le délai pour statuer commence à courir non à la date du prononcé de l'arrêt de la Cour de cassation, mais à la date de la saisine de la juridiction de renvoi.

.../...

Article 18.Paragraphe 1er.

Il faut écrire : "... , remplacée par la loi du 1er juillet 1964 et modifiée par les lois des 17 et 20 juillet 1990 et 13 avril 1995, est remplacé ...".

Paragraphe 3.

L'article 22 de la loi du 1er juillet 1964 de défense sociale rend obligatoire la mise à la disposition du gouvernement du condamné en cas de récidive de crime sur crime. Cette peine accessoire a une durée de 20 ans. L'on s'interroge dès lors sur la compatibilité de cette disposition avec l'article 18, § 3, alinéa 2, de la loi en projet, lequel confère au juge, en cas de récidive de crime sexuel, une simple faculté pour le juge de prononcer une mise à disposition pour une durée de 20 ans. La solution élaborée par le projet aboutit en effet à soumettre le criminel sexuel récidiviste à un régime de défense sociale potentiellement plus souple que celui qui est applicable aux criminels récidivistes ordinaires.

Article 19.

On écrira : "... dans le système pénal, modifiée par les lois des 1er mai 1913, 19 août 1920, 24 juillet 1923, par l'arrêté royal du 14 août 1933 et par les lois des

.../...

11 janvier 1954, 2 juillet 1962, 29 juin 1964, 13 avril 1995 et 10 juillet 1996, ...".

Article 20.

Il n'y a guère de sens de fixer la date d'entrée en vigueur de la loi dans "les" arrêtés d'exécution. Un seul arrêté suffit à cet effet.

Il est dès lors proposé de rédiger l'article comme suit :

"Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi qui doit correspondre avec la date d'entrée en vigueur de la loi du ... instituant les commissions de libération conditionnelle".

Observations finales.

1. Afin d'assurer une transition entre la procédure actuelle de libération conditionnelle et la procédure en projet, il convient d'insérer une disposition transitoire réglant, notamment, le sort des procédures en cours.

2. Le texte néerlandais du projet laisse énormément à désirer. A titre d'exemple, certaines observations à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis. Le texte néerlandais du projet devrait être fondamentalement revu.

Onderwerp van het ontwerp.

De Minister van Justitie legt de afdeling wetgeving van de Raad van State ter fine van advies twee wetsontwerpen voor die hoofdzakelijk strekken tot het hervormen van de regeling inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling van personen die veroordeeld zijn tot een of meer vrijheidsbenemende straffen.

De voornaamste innovatie die de ontworpen teksten aanbrengen, bestaat in de oprichting van commissies voor voorwaardelijke invrijheidstelling, die als administratieve rechtscolleges de taken zullen moeten uitvoeren die, in de huidige procedure, de uitvoerende macht ten deel vallen.

Die commissies wordt de verantwoordelijkheid opgedragen om de voorwaardelijke invrijheidstelling van een gedetineerde toe te staan of te weigeren, op grond van het advies van het personeelscollege, het voorstel van de gevangenisdirecteur en de adviezen van het parket en van de Minister van Justitie en, in voorkomend geval, van een dienst gespecialiseerd in de begeleiding van seksuele delinquenten. De commissies zijn tevens bevoegd om aan de invrijheidstelling bijzondere voorwaarden te verbinden, de inachtneming ervan te controleren, de verleende invrijheidstelling te schorsen of te herroepen of, indien er aanleiding toe bestaat, de voorwaarden ervan te herzien.

.../...

Voorafgaande opmerking.

Gelet op de opmerking die is gemaakt onder artikel 1, moeten beide wetsontwerpen, die betrekking hebben op de organisatie, de bevoegdheden en de werkwijze van de commissies voor voorwaardelijke invrijheidstelling, wegens de onsplitsbaarheid ervan worden samengevoegd.

Onderzoek van het ontwerp.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Krachtens artikel 77, 3º, van de Grondwet en de bespreking ervan door de afdeling wetgeving van de Raad van State (1), moeten de wetten bedoeld in de artikelen 145 en 146 van de Grondwet worden aangenomen volgens de werkwijze van het volledige bicamersisme. Aangezien het ontwerp onder meer ertoe strekt administratieve rechtscolleges op te richten, dient ervoor dat soort van procedure te worden gevolgd.

(1) Advies L. 24.111/AG, uitgebracht op 11 september en 10 oktober 1995, over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (Gedr. St., 1995-1996, nr. 364/1).

Daaruit volgt dat de artikelen 5, 6, 7, 8, § 2, eerste lid, 8, § 3, 10, 12, 13, 14, 15, tweede lid, en 17, § 2, vijfde lid, die betrekking hebben op die aangelegenheden, ressorteren onder artikel 77, 3°, van de Grondwet en bijgevolg op wetgevingsgebied een procedure van volledig bicameralisme moeten doorlopen.

Dit geldt evenzeer voor artikel 17, § 1, van de ontworpen wet, dat het Hof van Cassatie een nieuwe bevoegdheid opdraagt, en valt onder artikel 77, 3°, van de Grondwet.

Artikel 2.

De bepaling moet vervallen; wanneer beide overheden voor het eerst voorkomen in de ontworpen tekst, volstaat het te schrijven : "de Minister van Justitie, hierna te noemen "de minister"; "de commissie voor voorwaardelijke invrijheidstelling", hierna te noemen "de commissie"".

Artikel 5 van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 3.

Het artikel moet worden ingevoegd in artikel 4 en het eerste lid ervan vormen.

.../...

In het ontwerp worden nu eens de woorden "personen die veroordeeld zijn", dan weer de woorden "veroordeelde", of "betrokkene" of ten slotte de woorden "voorwaardelijk invrijheidgestelde" gebruikt. Voorgesteld wordt in het ontwerp het woord "veroordeelde" te gebruiken.

Hoofdstuk 1.

De hoofdstukken moeten genummerd worden met Romeinse cijfers.

Men schrijve "Hoofdstuk I. - Voorwaarden".

Artikel 4.

1. In de inleidende zin schrijve men :

"Een voorwaardelijke invrijheidstelling kan alleen worden verleend, indien tegelijk wordt voldaan aan de volgende voorwaarden :".

2. In de onderdelen 1^o en 3^o moeten de streepjes vervangen worden door a), b) en c), enz. ...

3. De bepaling naast het tweede streepje, dat b) wordt, zou beter als volgt worden gesteld :

.../...

"b) hetzij, indien in het vonnis of in het arrest van veroordeling is vastgesteld dat de veroordeelde zich in staat van wettelijke herhaling bevond, twee derde van die straffen hebben ondergaan zonder dat de duur van de reeds ondergane straffen meer dan 14 jaar bedraagt en voor zover de duur van het reeds ondergane gedeelte van de straffen meer dan zes maanden bedraagt;".

4. Onderdeel 2° bepaalt dat de veroordeelde een "reclasseringsplan" moet voorleggen waaruit zijn bereidheid tot reïntegratie blijkt. De rechtszekerheid vereist dat de inhoud van dat programma wordt gepreciseerd, op z'n minst in de memorie van toelichting, bijvoorbeeld op het gebied van opvoeding of het aanleren van een beroep.

5. Onderdeel 3° zou beter worden gesteld als volgt :

"3° Er mogen geen contra-indicaties bestaan die een ernstig risico inhouden voor de maatschappij of die er redelijkerwijze aan in de weg staan dat de voorwaarden voor sociale reïntegratie van de veroordeelde worden vervuld;".

Hoofdstuk 2.

Men schrijve : "Hoofdstuk II. - Procedure".

.../...

Artikel 5.Paragraaf 1.

In het eerste lid zijn de termen "personeelsconferentie" en "in zijn hoofde" on-Nederlands. Men schrijve "personeelscollege" en "wat hem betreft".

Vanwege de opmerking die is gemaakt onder artikel 2, dient het tweede lid als volgt te worden gesteld :

"Een afschrift van dit advies wordt toegezonden aan de Minister van Justitie, hierna te noemen "de minister", alsmede aan de commissie voor voorwaardelijke invrijheidstelling", hierna te noemen "de commissie", bevoegd om uitspraak te doen over de voorwaardelijke invrijheidstelling van de veroordeelde".

Paragraaf 2.

Wanneer het personeelscollege besluit dat de voorwaarden voor een voorwaardelijke invrijheidstelling niet zijn vervuld, moet het op zijn minst zijn beslissing ter kennis brengen van de commissie voor voorwaardelijke invrijheidstelling en van de Minister van Justitie.

Bovendien dient in de ontworpen bepaling te worden vermeld dat de beslissing van het personeelscollege niet voor beroep vatbaar is.

.../...

Bijgevolg dient een tweede lid te worden ingevoegd, luidende :

"Het advies van het personeelscollege moet zowel ter kennis worden gebracht van de commissie als van de minister en is niet vatbaar voor beroep".

Paragraaf 3.

1. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de memorie van toelichting moet worden gecorrigeerd om ze in overeenstemming te brengen met het dispositief, waarin een onderscheid wordt gemaakt tussen het advies van het personeelscollege en het voorstel van de gevangenis-directeur.

Naast het eerste streepje, dat 1º wordt, schrijven men :

"1º het omstandige verslag van de directeur van de straf-inrichting, waarin hij zijn advies geeft over het voldaan zijn aan de voorwaarden voor voorwaardelijke invrijheidstelling;".

2. Ten aanzien van de bepaling naast het tweede streepje, dat 2º wordt, zij erop gewezen dat het voorstel van de directeur een uittreksel uit het strafregister bevat en "de uiteenzetting der feiten" die geleid hebben tot de veroordeling. Het laatstgenoemde begrip behoort te worden

.../...

opgenomen in de memorie van toelichting en aan het slot van het dispositief dienen de woorden "die geleid hebben tot de veroordeling" te worden toegevoegd.

3. In verband met het verhoor van de veroordeelde heeft de gemachtigde ambtenaar verklaard dat dit wordt afgenomen zonder dat zijn advocaat aanwezig is.

De bepaling naast het derde streepje, dat 3º wordt, voorziet in een "memorie van de raadsman van betrokkene". De ontworpen tekst vermeldt niet vanaf welk tijdstip die memorie kan worden ingediend. Uit een en ander samen kan niet worden opgemaakt welke rol de advocaat speelt in de procedure ter voorbereiding van de samenstelling van het dossier.

Het staat aan de stellers van het ontwerp die onduidelijkheid op te heffen.

4. Het derde lid moet worden verduidelijkt wat de rol en de beslissingsbevoegdheid betreft van de directeur van de strafinrichting.

Meer bepaald rijst in het derde lid de vraag welke beslissing de directeur moet nemen wanneer het personeelscollege, tot driemaal toe, een ongunstig advies heeft uitgebracht over de voorwaardelijke invrijheidstelling : is hij, zoals in de ontworpen tekst wordt bepaald, ertoe gehouden een voorstel te doen betreffende de voorwaardelijke

.../...

invrijheidstelling of, integendeel, wat redelijker lijkt, verplicht aan de commissie voor voorwaardelijke invrijheidstelling de aanvraag van de veroordeelde toe te zenden, samen met, in voorkomend geval, een memorie alsmede de adviezen van het personeelscollege en het zijne, dat niet noodzakelijk gunstig hoeft te zijn.

De tekst moet worden verduidelijkt.

Artikel 6.

Paragraaf 1.

Paragraaf 1 bepaalt dat de behandeling van het voorstel "niet openbaar" is.

Volgens een algemeen rechtsbeginsel is voor de terechtzittingen van de rechtscollages openbaarheid gebruikelijk. Er bestaan zeer ruime mogelijkheden om met gesloten deuren te werk te gaan. Indien er reden is om in het belang van de rechtspraak de behandeling in besloten vergadering te bevelen, staat het aan het rechtscollage die te bevelen.

Paragraaf 2.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat dient te worden vermeld dat de periode voor inzage van het dossier berekend wordt uitgaande van de rechtsdag. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 14, § 2.

.../...

Paragraaf 3.

1. In het eerste lid dienen de woorden "in voorkomend geval" te vervallen.

2. Bij het tweede lid behoort de volgende tweevoudige opmerking te worden gemaakt :

- a) de vereiste dat het slachtoffer een belang heeft is alleen aanvaardbaar indien dit slachtoffer daaromtrent vooraf wordt gehoord. De beslissing over de ontvankelijkheid kan immers niet eenzijdig worden genomen. Bovendien voorziet de ontworpen tekst niet in het verhoor van de rechthebbenden ingeval het slachtoffer overlijdt;
- b) in het tweede lid is het woord "slachtoffergerichte" een onnauwkeurig neologisme dat niet dezelfde idee weergeeft als de Franse tekst. Men schrijve : "... verzoekt, gehoord aangaande de voorwaarden die in zijn belang moeten worden opgelegd";
- c) het begrip overheid is onduidelijk; het moet vervallen; de tweede zin moet als volgt worden gesteld : "Het slachtoffer kan zich bovendien laten bijstaan door zijn raadsman of een persoon erkend door de commissie".

.../...

3. De tekst moet voorschrijven het slachtoffer op de hoogte te brengen van de datum van de terechtzitting, bepalen op welke wijze het slachtoffer vóór de terechtzitting kennis kan nemen van het dossier, alsmede over welke termijn het beschikt om het dossier in te zien.

Paragraaf 4.

1. In het eerste lid van de Franse versie dient het voorzetsel "de" (na het woord "débats") te vervallen.

In de Nederlandse tekst van hetzelfde lid schrijven men "Binnen vijftien dagen" en niet "Binnen de ...".

2. In het derde lid moeten beide streepjes vervangen worden door a) en b).

3. In het vierde lid schrijven men :

"De beslissing wordt in alle gevallen gemotiveerd en wordt uitgesproken in openbare terechtzitting".

Paragraaf 5.

1. In het eerste lid van de Franse tekst schrijven men : "... que l'intéressé ne peut commettre de nouveaux faits constitutifs d'infractions".

.../...

In het eerste lid van de Nederlandse tekst schrijven men : "Indien de commissie beslist tot voorwaardelijke invrijheidstelling van de veroordeelde, verbindt zij de invrijheidstelling aan de algemene voorwaarde dat de betrokkene geen nieuwe strafbare feiten mag plegen".

De omtrent het eerste lid van de Franse tekst gemaakte opmerking geldt tevens voor artikel 10, 1^o.

2. Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst schrijven men in het tweede lid van de Franse versie : "... à la réinsertion sociale du condamné, à la protection de la société et aux intérêts ...".

3. Het laatste lid bepaalt : "De invrijheidstelling wordt enkel verleend indien de veroordeelde instemt met de voorwaarden ...". Het moet worden aangevuld met de precisering dat het dossier een stuk moet bevatten waarin de instemming die de veroordeelde heeft betuigd met de voorwaarden waaraan de commissie zijn invrijheidstelling verbindt, kan worden opgetekend.

Paragraaf 6.

Men schrijve "het personeelscollege" in plaats van "de personeelsconferentie" alsook "maximaal 1 jaar" in plaats van "maximum 1 jaar".

.../...

Paragraaf 8.

De uitdrukking "op zijn verzoek", die in het tweede lid voorkomt, is dubbelzinnig; zij maakt het niet mogelijk de bedoeling te kennen van de stellers van het ontwerp omtrent het verzoek dat door het slachtoffer moet worden gedaan : deelt de commissie de voorwaarden mede aan alle slachtoffers, of alleen aan die welke gevraagd hebben in het geding te worden betrokken, overeenkomstig artikel 6, § 3, tweede lid ? Hoe kan het slachtoffer dat er niet van op de hoogte is gebracht dat in de voorwaardelijke invrijheidstelling is toegestemd, vragen dat de voorwaarden van de invrijheidstelling worden medegedeeld ?

Men dient twee gevallen te onderscheiden :

- ofwel is het slachtoffer vanaf het begin betrokken in het rechtsgeding, en in dat geval is het logisch dat het kennis krijgt van de beslissing van de commissie;
- ofwel is het slachtoffer niet betrokken in het geding, en in dat geval kan moeilijk worden aangenomen dat het nog kan tussenkomen in de slotfase van de procedure, tenzij in dat stadium voorzien wordt in een voorafgaande rechtsprekende controle op zijn belang erbij.

De ontworpen tekst moet worden herzien.

.../...

Artikel 7.

Het lidwoord "de" vóór het woord "invrijheidstelling" moet vervallen.

Hoofdstuk 3.

Men schrijve : "Hoofdstuk III. - Controle".

Artikel 8.Paragraaf 1.

1. In de Franse lezing van deze paragraaf zijn de woorden "permis de libération" inadequaar. Het zou beter zijn ze te vervangen door de woorden "certificat de libération".

2. De onderzochte bepaling moet voorzien in een machtiging aan de Koning, waarbij Hem wordt opgedragen de nadere regels betreffende de afgifte van de verlofpas vast te stellen.

3. Invrijheidstelling wordt alleen verleend indien de veroordeelde de voorwaarden aanvaardt die eraan zijn verbonden (artikel 6, § 5, laatste lid), zodat het begin van de zin moet vervallen.

.../...

Het zou beter zijn paragraaf 1 als volgt te stellen :

"§ 1. Zodra de beslissing uitvoerbaar is, reikt de directeur van de strafinrichting hem een verlofpas uit".

3. Tot slot moet paragraaf 1 worden ingevoegd in hoofdstuk II. - Procedure; de paragrafen 2 en 3 moeten hunnerzijds in twee onderscheiden bepalingen worden opgenomen.

Paragraaf 2.

1. Deze bepaling moet worden herzien, in zoverre ze aldus kan worden opgevat dat de commissie nieuwe voorwaarden voor voorwaardelijke invrijheidstelling kan opleggen, naast de mogelijkheid, voorgeschreven bij paragraaf 3, om de voorwaarden die ze aan de veroordeelde opgelegd heeft aan te passen of nader te omschrijven.

De tekst moet aldus worden herzien dat wordt voorgeschreven dat de commissie toeziet op de voortgang van de door haar genomen beslissing.

Bovendien is het noodzakelijk waar in de Franse lezing de termen "contrôle", "tutelle" en "tuteur" voorkomen, in de Nederlandse lezing respectievelijk de woorden "controle", "toezicht" en "toezichthouder" te gebruiken. Ook schrijve men "maatschappelijk toezicht" in plaats van "sociale voogdij" en "maakt het mogelijk" in plaats van "laat toe".

.../...

2. In het derde lid schrijve men "... en verder telkens als hij het nuttig acht of telkens als de commissie hem erom verzoekt ...".

Paragraaf 3.

Er is een discrepantie tussen de Nederlandse tekst, waar sprake is van "opschorten, nader omschrijven of aanpassen" en de Franse tekst, waarin de rede is van "préciser ou adapter". Bovendien is in de Nederlandse tekst de term "opschorten" verkeerd gebruikt.

Hoofdstuk 4.

Men schrijve : "Hoofdstuk IV. - Definitieve invrijheidstelling".

Artikel 9.

1. Voor het eerste lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 9. Indien tijdens de proeftijd geen enkele herroeping of schorsing heeft plaatsgehad, wordt de veroordeelde definitief weer in vrijheid gesteld.

.../...

De proeftijd is gelijk aan de duur van de vrijheidsbenemende straf die de veroordeelde nog moest ondergaan op de dag dat ...".

2. In het tweede lid moet bovendien worden voorgeschreven dat de proeftijd aanvangt op de dag waarop de voorwaardelijke invrijheidstelling uitvoerbaar is verklaard, doch niet op de dag waarop ze is aangenomen. De gemachtigden zijn het daarmee eens.

Titel III.

Het opschrift moet als volgt luiden :

"Herroeping, schorsing en herziening van de voorwaardelijke invrijheidstelling".

Bijgevolg moet artikel 12 worden ingeleid door een hoofdstuk II, luidende "Schorsing", en hoofdstuk 2 van het ontwerp wordt hoofdstuk III, luidende "Herziening".

Hoofdstuk 1.

Men schrijve : "Hoofdstuk I. - Herroeping".

.../...

Artikel 10.

1. In verband met onderdeel 1^o zij verwezen naar de tekst die is voorgesteld voor artikel 6, § 5, punt 1.

2. De vraag rijst of niet behoort te worden voorzien in een regeling van schadevergoeding indien achteraf blijkt dat de nieuwe feiten op grond waarvan de voorwaardelijke invrijheidstelling is herroepen, niet aan de betrokkene te wijten zijn.

Artikel 11.

In paragraaf 1 schrijve men :

"Art. In geval van herroeping wordt de veroordeelde ... dat nog niet ondergaan was op het ogenblik dat de voorwaardelijke invrijheidstelling uitvoerbaar geworden is".

Hoofdstuk 3.

Men schrijve : "Hoofdstuk III. - Procedure".

.../...

Artikel 14.Paragraaf 1.

1. Men schrijve "... inzake de herroeping, de schorsing of de herziening van de voorwaardelijke invrijheidstelling, roept ze de veroordeelde tenminste tien dagen vóór de datum van behandeling van het dossier op bij een ter post aangetekende brief".

2. De Raad van State ziet niet in waarom het slachtoffer niet kan tussenkomen in de procedure tot herroeping, schorsing of herziening, terwijl het ontwerp voorschrijft dat het slachtoffer kan worden betrokken in de procedure tot het verlenen van de voorwaardelijke invrijheidstelling.

3. Omtrent het tweede lid behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke is gemaakt onder artikel 6, § 1.

Paragraaf 4.

1. In het eerste lid schrijve men "... over de herroeping, de schorsing of de herziening ...".

.../...

2. In het tweede lid schrijve men : "De beslissing wordt met redenen omkleed en wordt in openbare terechtzitting uitgesproken".

Paragraaf 5.

Men schrijve : "... binnen 48 uur" "... ter kennis gebracht van de betrokkene, het openbaar ministerie bij de commissie, de Minister en de directeur ...".

Hoofdstuk 4.

Men schrijve : "Hoofdstuk IV. - Voorlopige aanhouding".

Artikel 15.

In het eerste lid, in fine, schrijve men : "... de verplichting om de bevoegde commissie daarvan onmiddellijk in kennis te stellen".

Met het oog op de rechtszekerheid moet in het tweede lid worden vermeld dat de persoon opnieuw in vrijheid wordt gesteld indien de commissie geen uitspraak heeft gedaan binnen een maand.

Men schrijve : "... de herroeping, de schorsing of de herziening".

.../...

Artikel 17.Paragraaf 1.

Volgens de toelichtingen verstrekt door de gemachtigden van de minister, kunnen alleen de veroordeelde of het openbaar ministerie het bij deze bepaling voorgeschreven beroep instellen, met uitsluiting van de slachtoffers. De personen of instanties die cassatieberoep kunnen instellen, moeten in de tekst worden omschreven.

Wat gebeurt er met de beslissingen tot schorsing ? Indien tegen die beslissingen geen voorziening in cassatie openstaat, moet de tekst zulks eveneens vermelden.

Paragraaf 2.

In het vijfde lid moet enerzijds worden voorgeschreven dat de verwijzingscommissie anders moet worden samengesteld, en anderzijds dat de termijn waarbinnen uitspraak wordt gedaan niet ingaat op de datum van de uitspraak van het arrest van het Hof van Cassatie, doch op de datum waarop het verwijzingsgerecht geadieerd wordt.

Artikel 18.Paragraaf 1.

Men schrijve : "... , vervangen bij de wet van 1 juli 1964 en gewijzigd bij de wetten van 17 en 20 juli 1990 en 13 april 1995, wordt vervangen ...".

.../...

Paragraaf 3.

Artikel 22 van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij schrijft voor dat in geval van herhaling van misdaad de veroordeelde ter beschikking van de regering moet worden gesteld. Deze bijkomende straf heeft een looptijd van 20 jaar. De vraag rijst dan ook of deze bepaling bestaanbaar is met artikel 18, § 3, tweede lid, van de ontworpen wet, dat alleen voorziet in de mogelijkheid voor de rechter om in geval van herhaling van een seksuele misdaad de terbeschikkingstelling voor een tijdvak van 20 jaar uit te spreken. De in het ontwerp uitgewerkte oplossing komt er immers op neer dat degene die zich bij herhaling schuldig maakt aan seksuele misdaden, onder een mogelijkerwijs soepeler regeling tot bescherming van de maatschappij valt dan die welke toepasselijk is op de gewone recidiverende misdadigers.

Artikel 19.

Men schrijve : "De wet van 31 mei 1888 ..., gewijzigd bij de wetten van 1 mei 1913, 19 augustus 1920, 24 juli 1923, bij het koninklijk besluit van 14 augustus 1933 en bij de wetten van 11 januari 1954, 2 juli 1962, 29 juni 1964, 13 april 1995 en 10 juli 1996, wordt opgeheven".

.../...

Artikel 20.

Het heeft geen zin de datum van inwerkingtreding van de wet vast te stellen in "de" uitvoeringsbesluiten. Daartoe is één enkel besluit voldoende.

Derhalve wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet, die moet overeenstemmen met de datum van inwerkingtreding van de wet van ... tot instelling van de commissies voor voorwaardelijke invrijheidstelling".

Slotopmerkingen.

1. Teneinde de overgang tussen de huidige procedure van voorwaardelijke invrijheidstelling en de ontworpen procedure te waarborgen, dient een overgangsbepaling te worden ingevoegd die inzonderheid voorschrijft wat met de lopende procedures moet geschieden.

2. De Nederlandse tekst van het ontwerp laat zeer te wensen over : hij is slordig gesteld en staat vol van gallicismen. Zo bijvoorbeeld schrijve men in het opschrift "... vervangen bij de wet van 1 juli 1964". Onverminderd de opmerking die in verband met artikel 4, 1^o, tweede streepje, dat b) wordt, gemaakt wordt, vervange men het woord "in-geval" door het woord "indien"; deze opmerking geldt voor

.../...

het gehele ontwerp, behalve in de uitdrukking "ingeval van", waar "in geval van" moet worden geschreven. In diezelfde bepaling vervange men eveneens de onvoltooid verleden tijd door de voltooid tegenwoordige tijd; deze opmerking geldt eveneens voor het gehele ontwerp. In datzelfde onderdeel 1°, derde streepje, dat c) wordt, vervange men het woord "vrijheidsberovende" door het woord "vrijheidsbenemende"; deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp. In onderdeel 3°, eerste streepje, dat a) wordt, schrijve men "de mogelijkheid tot reïntegratie van de veroordeelde". In datzelfde onderdeel 3°, vijfde streepje, dat e) wordt, vervange men het woord "misdrijven" door de woorden "strafbare feiten"; deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp. In artikel 5, § 3, tweede lid, derde streepje, dat c) wordt, schrijve men "door toedoen van" in plaats van "door tussenkomst van". In het derde streepje, dat c) wordt, schrijve men "seksuele" in plaats van "sexuele"; deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp. In datzelfde artikel 5, §§ 4 en 5, vervange men het woord "overmaken" door het woord "overzenden"; tevens moet het bepaald lidwoord in de uitdrukkingen "binnen de tien dagen", "binnen de maand" en "Binnen de twee maanden" vervallen : men schrijve respectievelijk "binnen tien dagen", "binnen een maand" en "Binnen twee maanden"; deze opmerkingen gelden voor het gehele ontwerp. In artikel 6, § 2, schrijve men "ter inzage". In paragraaf 3, tweede lid, schrijve men "wettig" in plaats van "legitiem". In paragraaf 4, derde lid, schrijve men "eenparigheid" in plaats van "unanimiteit". Aan het eind van artikel 10, 1°, schrijve men "... niet worden nageleefd;". In artikel 12, § 2, vervange men het woord "vrijheidsberoving" door het woord "vrijheidsbeneming". In artikel 16,

.../...

eerste lid, schrijve men : "De wettelijke onbekwaamheid wordt geschorst ...". In het tweede lid van datzelfde artikel schrijve men "... kan niet worden aangevoerd ...". In het derde lid schrijve men "... gaat de staat van wettelijke onbekwaamheid pas opnieuw in ...". In artikel 17, § 2, tweede en derde lid, schrijve men "uur" in plaats van "uren". Aan het eind van het vierde en het vijfde lid van diezelfde bepaling schrijve men "... , met dien verstande dat de veroordeelde inmiddels opgesloten blijft".

Deze opmerkingen moeten worden samengelezen met de tekstvoorstellen die in het advies gedaan zijn naar aanleiding van de artikelsgewijze bespreking. De Nederlandse tekst van het ontwerp zou grondig herzien moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. M. BAUWENS, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
Mme P. VANDERNACHT, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. M. BAUWENS, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd op-
gesteld en toegelicht door
Mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.